

INFOS Hebdo

Par Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERVIN

Pas de temps gagné, mais des vies perdues...

Mots forts, pour qualifier les « *mesures dilatoires* » qui retardent le départ de Bachar al ASSAD, condamné à terme. Alain JUPPE les a utilisés avec son homologue russe, Serguei LAVROV, qu'il a rencontré ce jeudi à Vienne.

Une explication qualifiée très diplomatiquement de « *robuste* ».

Le chef de la diplomatie française, plus tenace et combatif que jamais, sait très bien que pour fortement symbolique qu'il soit sur le plan politique, le vote très large de la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU n'est pas contraignant.

Mais en attendant et pour parer au plus pressé, Alain JUPPE demande le minimum : l'ouverture de couloirs humanitaires.

« *Niet* » répond brutalement Moscou qui ne modifiera pas sa position, ni son soutien à Damas. Alors que faire ? Les amis de la Syrie se réunissent le 24 à Tunis.

Le 27 à Strasbourg, l'Union européenne devrait renforcer les sanctions contre la Syrie... On dit que la position de Moscou n'évoluera pas jusqu'à l'élection présidentielle russe. D'ici là, décimée, l'opposition syrienne risque fort de n'être plus audible...

Rappelons que quelque 3.000 Français résident en Syrie.

Robert del Picchia

MONDE

Syrie. La stratégie de la terreur continue. Les bombardements se poursuivent sur Homs et Hama, les villes phares de la révolte, mais aussi à Deraa (Sud), où tout commença, et à Idlib (Nord). Poursuite des arrestations d'opposants. Selon les décomptes de l'ONU, la répression a fait au moins 6.000 morts depuis le début de la révolte en mars 2011.

Adoption à l'Assemblée générale de l'Onu d'une résolution sur la Syrie. Le texte appuie le plan de la Ligue arabe prévoyant la mise à l'écart du président Bachar al ASSAD et l'envoi d'une force conjointe de la ligue arabe et des Nations unies pour veiller à l'instauration d'un cessez-le-feu et assurer la sécurité de couloirs humanitaires. Mais le vote des Etats membres n'a pas de valeur contraignante. La résolution a été approuvée par 137 voix contre 12 et 17 abstentions. La Chine et la Russie ont à nouveau voté contre. Alain JUPPE a salué un « *soutien massif et sans équivoque au peuple syrien et à la Ligue arabe* ». « *Après le blocage par veto du Conseil de Sécurité, chacun doit tirer les conséquences de cette mobilisation exemplaire des Nations unies* », a conclu le ministre d'Etat.

La lettre de Téhéran. Elle est adressée à la chef de la diplomatie européenne, Catherine ASHTON. L'Iran y évoque la volonté de poursuivre le dialogue. Pour Alain JUPPE, elle « *reste encore ambiguë, mais elle constitue vraisemblablement un début d'ouverture de la part de l'Iran* ». L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) doit effectuer une mission en Iran fin février et tenter de répondre aux questions sur « *une possible dimension militaire* » de ses activités nucléaires.

XI Jinping dans le bureau ovale de Barack OBAMA. Honneur réservé aux grands. XI Jinping, devrait devenir secrétaire général du comité central du PC chinois à l'automne avant d'être propulsé à la tête de l'Etat début 2013. Le président américain lui a assuré que les Etats-Unis se réjouissaient de « *l'émergence pacifique* » de la Chine. Il a expliqué toutefois que le processus de transition engagé à Pékin ne changeait rien aux demandes américaines en matière de rééquilibrage des relations commerciales, de respect des droits de l'homme et de responsabilité dans la conduite des affaires internationales après le veto chinois sur la Syrie à l'ONU. Le futur dirigeant chinois s'est contenté de prôner un « *partenariat coopératif basé sur le respect mutuel* ». XI Jinping, est le plus haut responsable chinois reçu depuis la nouvelle doctrine de Barack OBAMA des Etats-Unis tournés vers l'Asie et la région Pacifique.

Les parrains de l'Assemblée des Français de l'étranger. Les 155 conseillers élus au suffrage universel direct par les Français établis hors de France sont habilités à présenter des candidats à l'élection présidentielle. Dès la publication du décret portant convocation des électeurs, qui devrait intervenir le 24 février, les conseillers recevront le formulaire et une enveloppe de transmission libellée à l'adresse du Conseil constitutionnel. Les parrainages devront :

- soit être déposées au Conseil constitutionnel (2, rue de Montpensier 75001 Paris) au plus tard le vendredi 16 mars 2012 à 18 heures ;
- soit être adressées au Conseil constitutionnel (2, rue de Montpensier 75001 Paris) et reçues au plus tard le vendredi 16 mars 2012 à 18 heures.

EUROPE

Le Président allemand démissionne. Le président allemand Christian WULFF, a été mis en difficulté par des accusations portant sur des faveurs politiques indues. Le parquet de Hanovre, arguant d'un « *début de soupçon* », a demandé au Bundestag, la chambre basse du parlement allemand, de lever l'immunité du chef de l'Etat, qui est entré en fonction en juin 2010. Hanovre est la capitale de l'Etat-région (Land) de Basse-Saxe, dont WULFF fut le ministre-président de 2003 à 2010.

Accord de libre échange agricole Maroc-UE. Le parlement européen l'a validé. Il s'agit d'un accord libéralisant les échanges commerciaux agricoles entre les pays de l'Union européenne et le Maroc. Un projet très mal vu par les agriculteurs espagnols et français qui craignent la concurrence des prix.

11.000 militaires américains vont quitter l'Europe. Il s'agit de soldats et officiers aviateurs stationnés en Allemagne et en Italie qui seront retirés et rentreront aux Etats-Unis. Raison invoquée : les mesures d'économie du budget américain.

Le Parlement européen se serre la ceinture.

Les eurodéputés ont accepté que le budget de leur chambre ne dépasse pas le taux d'inflation. Gel des indemnités des députés jusqu'à la fin de la législature, ainsi que de toutes les lignes budgétaires liées aux déplacements. Le budget global de voyage a déjà été diminué de 5%. La question de siège unique du Parlement européen est de nouveau sur la table.

L'Europe : entre l'aide de la Chine et la note de Moody's.

La puissance asiatique « *est prête à participer davantage à la recherche d'une solution* » a déclaré le Premier ministre WEN Jiabao en ouvrant le 14^e sommet UE-Chine. Parallèlement à un soutien accru, les discussions sur le statut d'économie de marché, que réclame la Chine, pourraient avancer. L'Europe a été à nouveau fragilisée en début de semaine par l'agence notation américaine, qui a attribué une perspective « *négative* » au « AAA » de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Autriche. Elle a également abaissé la note de 6 autres pays. François BAROIN, ministre des Finances, a dit « *prendre acte* » de la décision.

AFRIQUE, AMERIQUE, ASIE

Sénégal. Manifestations dispersées par les forces de l'ordre à Dakar, pour la 3^e journée. 8 personnes ont été arrêtées, dont les dirigeants du mouvement de jeunes citoyens, « *y'en a marre* ». En cause : la prochaine élection présidentielle à laquelle concourt le président sortant, M. YADE.

Premier anniversaire du soulèvement Libyen.

Des mesures de sécurité exceptionnelles étaient prévues. La journée est sans programme officiel par « *respect pour les familles des martyrs* ». Des célébrations spontanées ont eu lieu dans plusieurs villes du pays, notamment à Benghazi. Un groupe inconnu de partisans de l'ancien régime a annoncé la formation d'un « *mouvement libyen populaire national* ».

POLITIQUE INTERIEURE

« Oui, je suis candidat ». Nicolas SARKOZY s'est officiellement déclaré lors du journal télévisé de TF1. Se présentant comme un capitaine, rassurant et protecteur, le président sortant a estimé que ne pas être candidat « *serait comme un abandon de poste* ». « *Il faut que les Français comprennent que si la France est forte, ils seront protégés. La France est un bouclier pour chacun d'entre nous* » a-t-il poursuivi. Mais « *si nous voulons garder notre modèle social, nous devons continuer les réformes* ». Il a ainsi cité plusieurs thèmes qu'il entend développer durant sa campagne : la formation des chômeurs, l'éducation, la « *réduction indispensable des dépenses* ». Comme un écho évident à sa campagne de 2007, Nicolas Sarkozy a surtout indiqué vouloir « *remettre le travail au centre de tout* », lui qui a été « *dévalorisé depuis 30 ans* ». « *Je crois au travail, je crois à la responsabilité, je crois à l'autorité* », a-t-il insisté avant de juger que « *l'assistanat n'avait pas sa place* » dans notre pays. Son équipe a promis une idée par jour jusqu'à l'élection.

Réactions : pas un scoop.

« *Chacun savait déjà qu'il était candidat, ça ne change rien à la situation politique et ça ne change rien à ma propre campagne, qui n'a pas à être modifiée. Je ne me laisserai distraire par rien* », a glissé François HOLLANDE, en déplacement à Saint-Etienne. Les porte-parole Bernard CAZENEUVE et Bruno LE ROUX : « *Nous n'allons pas changer de campagne alors que Nicolas SARKOZY est candidat depuis des semaines* », a dit le premier.

Sondage. Le duel entre les 2 favoris se confirme plus que jamais. Enquête BVA, pour RTL, la presse régionale et Orange (après l'annonce de la candidature de Nicolas SARKOZY). François HOLLANDE reste en tête au 1^{er} tour avec 31% des intentions de vote mais perd 3 points depuis janvier. Crédit de 26%, Nicolas SARKOZY gagne 1 point. Marine LE PEN se stabilise à 15% et François BAYROU 13% (+1 point). Poussée de Jean-Luc MELENCHON, qui gagne 1 point pour atteindre 9% d'intentions de vote. Au second tour, le candidat socialiste reste nettement en tête, dominant le chef de l'Etat dans un rapport 56 / 44, selon BVA.

Publicité des parrainages. Le Conseil constitutionnel rendra sa décision le 21 février à 17h. Le Front national a déposé une question prioritaire de constitutionnalité. Marine LE PEN a en effet mis en cause la règle qui prévoit la publication de 500 noms d'élus qui présentent des candidats à l'élection présidentielle. Elle n'en aurait réuni jusqu'à présent qu'un peu plus de 400.

Premier meeting à Annecy. Nicolas SARKOZY s'en est vivement pris à François HOLLANDE, sans le nommer : « *quand on dit à la presse anglaise qu'on est libéral et quand on vient expliquer aux Français que l'ennemi, c'est la finance, on ment, on ment, matin et soir, et ce mensonge n'est pas à l'honneur de celui qui le professe* ». Il poursuit : « *quand on ne respecte pas la parole de la France, les engagements que la France a pris vis-à-vis de ses alliés, vis-à-vis de ses partenaires, on affaiblit France, parce que la France n'a qu'une parole* ».

Caricatures et manipulations. François HOLLANDE a répondu point par point au candidat UMP, lui reprochant de « *se livrer à des attaques qui n'ont pas de sens quand il y a en plus falsification, caricature, manipulation* ». Assurant n'avoir donné « *aucun gage au libéralisme* », le socialiste a répété qu'il ne voulait pas que son pays « *soit soumis aux financiers* » : « *Je veux redresser la France, la réindustrialiser* ». Alors que Nicolas SARKOZY ne cesse « *d'inquiéter* » les Français, il répond : « *je n'utiliserai pas les étrangers comme boucs émissaires* ».

La semaine du ralliement à droite. Christine BOUTIN et Hervé MORIN ont annoncé renoncer à se présenter à l'élection présidentielle. Ils ont appelé à voter pour Nicolas SARKOZY.

L'équipe de campagne du candidat SARKOZY. La porte-parole principale est Nathalie KOSCIUSKOMORIZET, Ministre de l'Ecologie. Elle sera épaulée par 3 porte-parole thématique : Eric CIOTTI, Jean-Christophe LAGARDE et Guillaume PELTIER. Le QG de campagne, situé au 18, rue de la Convention (15^e), sera inauguré ce samedi.

Et BAYROU ? Le dirigeant centriste a défendu cette semaine ses propositions pour lutter contre la crise, la dette, le chômage. Sur le référendum proposé par Nicolas SARKOZY ? « *Il y a 1% ou 2% d'abus chez les chômeurs mais il y en a plus dans le monde de la finance ou chez les politiques. Faire porter aux chômeurs la responsabilité du chômage, c'est dégueulasse* ». Il ajoute, « *si les gens ont envie de mettre fin au règne de Nicolas SARKOZY, il n'en reste plus que deux, HOLLANDE et moi* ».

Jean-Luc MELENCHON vs Marine LE PEN ? Le Front de gauche a annoncé que son candidat a accepté une invitation à débattre avec la candidate du FN, le 23 février. Mais le FN a fait savoir qu'elle refusait ce duel et préférerait être confrontée à un responsable UMP ou PS.

Monopoly. L'Etat va mettre en vente prochainement 4 très beaux hôtels particuliers du 7^e arrondissement de Paris. « *Le but, c'est de trouver de l'argent. 250 millions d'euros au total* » a déclaré le président du conseil de l'immobilier de l'Etat, qui reconnaît que ces acheteurs, vu les prix de vente, seront certainement des étrangers. Ces ventes permettraient la remise en état d'un des immeubles de l'ensemble Ségur-Fontenoy, pour y grouper les ministères dépendant du Premier ministre. Ce regroupement permettrait d'économiser une dizaine de millions d'euros de loyers. Soit une opération « *blanche* ».

PARLEMENT

Assemblée nationale

Adoption en 1ère lecture, par 266 voix contre 169, d'une proposition de loi UMP sur la formation des enseignants. Les partis de gauche ont dénoncé un texte « *néfaste* ».

Majoration à construire. Le projet de loi annoncé par Nicolas SARKOZY fin janvier a été adopté par la commission des Affaires économiques de l'Assemblée. Sans surprise, la majorité de droite a voté pour, l'opposition contre. L'article unique du texte prévoit que les règles de constructibilité applicables dans les collectivités locales dotées d'un plan local d'urbanisme, d'un plan d'occupation des sols ou d'un plan d'aménagement de zone sont majorées de 30% pour permettre l'agrandissement ou la construction de bâtiments à usage d'habitation.

Sénat

Droit de grève. Rejet par 175 voix contre 168 de la proposition de loi UMP visant à encadrer le droit de grève dans le transport aérien. La majorité sénatoriale PS, CRC, RDSE et Ecologiste a adopté une motion préalable (qui équivaut à un rejet du texte).

Adoption d'une proposition de loi visant « *à assurer un véritable haut débit pour tous* », texte vivement contesté par la plupart des opérateurs et le gouvernement.

Rejet d'une proposition de loi communiste, visant à interdire les licenciements économiques effectués par des entreprises réalisant des bénéfices. Le rejet est dû à l'abstention des radicaux de gauche, signe de l'étroitesse de la majorité de gauche au Sénat. Les RDSE ont craint le contournement de la définition de « *licenciement boursier* ».

ECONOMIE & DEFENSE

Sommet franco-britannique ce vendredi. Défense et énergie à l'ordre du jour. Objectif : relancer la mise en œuvre des accords de coopération militaire signés en novembre 2010, (force expéditionnaire commune inter-armées, développement d'équipements pour sous-marins nucléaires, de satellites de communication et de missiles, et renforcement de la coopération contre le terrorisme). Lancement aussi de l'étude en commun de drones de combat. Ces projets seraient pilotés par le groupe français Dassault Aviation et le britannique BAE systems, qu'une concurrence acharnée oppose aujourd'hui sur le marché des avions de combat (Rafale contre Eurofighter).

Chômage des cadres. Il a beaucoup augmenté chez les catégories les plus qualifiées « *jusqu' alors les plus préservées* », selon l'INSEE : +36% entre 2008 et 2010. Soit plus que chez les ouvriers (+27%) ou les employés (+28%).

La Chine mieux que la Banque mondiale en Amérique latine. 1 milliard de dollars de prêts en 2008, 19 en 2009, 36 en 2010. L'an dernier, elle a prêté plus de 71 milliards de dollars. Elle est devenue le 1^{er} créancier auprès de ses partenaires commerciaux Brésil et Chili. Les taux d'intérêts sont très bas pour sécuriser les approvisionnements de matières premières.

Nestlé, what else... Le géant de l'agroalimentaire continue de croître. Un chiffre d'affaires de 83,6 milliards de francs suisses en 2011 (près de 70 milliards d'euros). +7,5%. 41% des ventes se sont faites vers les pays émergents. Nestlé prévoit une croissance de 6% en 2012.

200 éléphants abattus au Cameroun. C'est l'énorme butin de braconniers en 1 mois et demi. Selon les autorités, le massacre pourrait s'expliquer par la demande actuelle de l'Asie en ivoire. Il reste quelques milliers d'éléphants au Cameroun.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Agents des postes diplomatiques et consulaires. Les nominations sont prononcées en tenant compte des règles applicables à chacune des trois zones suivantes : Zone A : postes dans les pays où les conditions de vie sont particulièrement rigoureuses ; Zone B : postes dans les pays où les conditions de vie sont réputées difficiles, en raison notamment du climat ou des contraintes quotidiennes ; Zone C : postes dans les autres pays.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000025372051&dateTexte=&categorieLien=id>

Jean-Pierre BEL, Président du Sénat, à Madrid. Devant les Français réunis à l'Ambassade de France le Président du Sénat a abordé entre autre la question de l'enseignement à l'étranger et déclaré : « *Il faut se garder des grandes déclarations, des effets d'annonces, notamment en matière de prise en charge de la scolarité. Je crains que cela se fasse au détriment de l'évolution des bourses scolaires, donc de la justice sociale. Il faut être très attentif. Je pense pour ma part que ce dispositif peut être amélioré dans le sens d'une meilleure prise en compte des besoins réels des familles* ».

Elections législatives 2012 : le vote par internet en question. Ce sera une des quatre modalités de participation aux législatives mis en place. Un test « *grandeur nature* » a mobilisé près de 15.000 électeurs, qui s'étaient portés volontaires pour « *roder* » la solution de vote. Les résultats de la participation sont inquiétants : selon les déclarations d'Edouard COURTIAL, Secrétaire d'Etat chargé des Français à l'étranger, 30% des inscrits ont voté au 1^{er} tour, et 33% au 2nd.

2012 : ANNEE ELECTORALE A L'ÉTRANGER VOTEZ !

Pour **l'élection présidentielle**, vous pouvez voter :
- en personne
- par procuration.

Pour les premières **élections législatives** à l'étranger, vous pouvez voter :
- en personne,
- par procuration,
- par correspondance,
- par Internet.

ATTENTION !

- pour le vote par correspondance, vous devez impérativement vous inscrire **avant le 1^{er} mars 2012**, pour recevoir le matériel de vote (enveloppes et bulletins) ;
- pour voter par internet, vous devez fournir ou mettre à jour auprès de votre consulat, **avant le 24 avril 2012**, votre adresse postale et votre numéro de téléphone portable pour recevoir l'identifiant de vote. Tout changement d'adresse électronique doit être signalé avant le 7 mai.

Vous pouvez vous connecter sur le portail MonConsulat.fr ou contacter [votre consulat](#) **avant les dates limites indiquées ci-dessus.**

Si, après avoir fait ces démarches, vous décidez finalement de ne pas voter par l'un de ces deux moyens, vous gardez bien entendu la possibilité de venir voter à l'urne le jour du scrutin.

Toutes les informations sur :

www.votezaetranger.gouv.fr.

SANTE & SOCIETE

Le Franc est mort et enterré. Les derniers billets ont été échangés contre des Euros ce vendredi. Dernier jour autorisé. Des queues devant les bureaux et succursales de la Banque de France. Il reste plus de 600 millions d'euros en Francs. Seul 120 millions devraient être rentrés à la Banque... déchiquetés et compressés en barre avant d'être brûlés. Restent quelque 500 millions que l'Etat économisera.

Un nouveau palais de justice à Paris. Conçu par l'architecte Renzo PIANO, il fera 160 mètres de haut, et accueillera 90 salles d'audience, ainsi qu'un hectare de terrasses arborées. Il est situé aux Batignolles (17^e). Mise en service en 2017.

Le Premier ministre le mieux payé du monde... C'est le Premier ministre de Singapour, la 2^e nation la plus riche d'Asie. Malgré une baisse de salaire de 36%, il reste le mieux payé du monde : 1,3 million d'euros. 4 fois plus qu'OBAMA. 8 fois plus que CAMERON.

CONSEIL DES MINISTRES

Projets de loi. Organisation internationale du travail. - Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire. **Décrets.** Stratégie nationale pour la mer et le littoral - Droit électoral - Délégué interministériel à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme - Exercice du droit syndical dans la fonction publique.

Communications. La commande publique et la réforme des achats de l'Etat - La politique en faveur de la photographie - La préservation de l'intégrité et de la sincérité des compétitions sportives - La sécurité d'approvisionnement énergétique en période de grand froid.

CULTURE & NOUVELLES TECHNOLOGIES

Black out le 8 mars ? Rien à voir avec la journée de la femme. Le FBI pourrait couper l'accès Internet de millions de personnes à travers le monde. Il s'agirait de combattre le « DNSChanger ». 6 Estoniens à l'origine du virus ont été arrêtés dans l'opération Ghost click, « la plus importante opération de cybercriminalité de l'histoire ». Ils étaient soupçonnés d'avoir infecté 4 millions d'ordinateurs dans 100 pays, avec un virus qui leur aurait permis d'engranger 14 millions de dollars. 500.000 ordinateurs sont encore infectés, dont 10.000 en France. Une décision de justice, valable jusqu'au 8 mars, a autorisé le FBI à mettre hors ligne tous les serveurs corrompus.

CARNET – NOMINATIONS

Maurice GOURDAULT-MONTAGNE, ambassadeur à Berlin, est élevé à la dignité d'Ambassadeur de France. Ancien collaborateur de Jacques CHIRAC à l'Élysée, il a aussi été Directeur de cabinet d'Alain JUPPE au Quai d'Orsay, puis plus récemment ambassadeur à Londres.

Stéphane GOMPERTZ, Directeur Afrique, ambassadeur en Autriche.

Bruno JOUBERT, ambassadeur au Maroc, sera nommé ambassadeur auprès du Saint-Siège.

Bertrand LORTHOLARY, jusqu'alors conseiller « Asie et Océanie » à la présidence de la République, ambassadeur en Indonésie.

Gilles GARACHON, sous-directeur des personnels contractuels au Quai, pourrait être nommé ambassadeur aux Philippines.

Stanislas LEFEBVRE de LABOULAYE, ancien ambassadeur à Moscou puis auprès du Saint-Siège devient Conseiller diplomatique du Gouvernement.

Denis PIETTON, occupera le poste de Directeur Afrique du Nord et Moyen-Orient au Quai d'Orsay.

Elisabeth BARBIER qui fut ambassadeur au Kenya est nommée Directrice Afrique et de l'Océan indien.

Louis BLIN, consul général de France à Djeddah.

A L'Élysée. Olivier BOGUILLOT devient conseiller chargé de la santé, des politiques sociales et de la dépendance. Par ailleurs, il a été mis fin aux fonctions de : Guillaume LAMBERT, chef de cabinet ; Carine TRIVIDIC, chef de cabinet adjoint ; Jean-Baptiste de FROMENT, conseiller ; Olivier HENRARD, conseiller ; Nicolas PRINCEN, conseiller technique ; Véronique WACHE, conseiller technique.

Pauline CARMONA serait nommée sous-directeur des personnels contractuels au Ministère des Affaires étrangères et européennes.

Anne-Marie IDRAC, ancienne secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, devrait rejoindre le conseil d'administration de Total.

Jean-Michel BERARD, membre du Conseil de l'Ordre national du Mérite.

INFOS Hebdo, tous droits réservés.

Edition : Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN.

Clause de responsabilité : la Rédaction s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour, mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication.

Cabinet parlementaire – tél : + 33 1 42 34 26 87
r.delpicchia@senat.fr